

# CONVENTION DU 22 MAI :

## Propositions à débattre

### Pourquoi ?

Retour rapide sur l'analyse des élections à Marseille et dans le département en mettant l'accent sur : le grave déficit démocratique et le désintérêt croissant des citoyens ; l'impuissance des partis politiques et l'usure et la médiocrité des élus. Et pourtant une vie collective dynamique, multiple, intelligente et réaliste dans ses projets, mais une trop grande dispersion, une fragilité dans la durée, une insuffisance de moyens, un manque de cohérence et de vision à terme.

La responsabilité de chaque citoyen, de chaque marseillais, de chacun d'entre nous est en cause et pas seulement celle des élus ou de partis politiques.

### Quel projet ?

**Une autre manière de faire de la politique dans la ville ; une autre politique pour la ville : reconstruire la démocratie locale.**

Les principes à mettre en pratique :

- Le débat contradictoire, permanent et ouvert à tous. Le respect de la parole du citoyen.
- La clarté dans les choix et la transparence des décisions et de moyens.
- La responsabilité des élus et le contrôle et l'évaluation permanente des décisions.

### Quels objectifs ?

Un « mouvement » ouvert qui s'appuie sur les militants associatifs et politiques mais aussi sur chaque citoyen soucieux de l'intérêt général. Un lieu de synthèses et de propositions pour :

- « **Fédérer** » les initiatives et les projets.
- **Inform**er et **éclairer** sur les choix.
- **Proposer une cohérence** et une vision prospective dans le temps et dans l'espace.
- **Chercher à définir et faire prévaloir l'intérêt général** en toute circonstance.

## **Quelles méthodes ?**

Prendre en compte progressivement les sujets qui concernent la vie à Marseille et celle de tous les marseillais : la circulation, la sécurité, la pollution, l'exclusion, le logement, la vie de quartier, les communautés, mais aussi le fonctionnement de la Communauté Urbaine ou encore le foot et Tapie etc... Sur chaque thème général, on trouve des questions opérationnelles qui font débat : les horaires du métro, la grève de bus, le tri sélectif, les incinérateurs, le PRI de Noailles, les sans logis, la zac des Catalans, les jeunes errants et Simonpieri etc.....

Pour chaque thème, on engage le processus de travail suivant :

- Constitution d'un dossier et d'une analyse accessible à tous et pas seulement aux spécialistes.
- Organisation d'un débat collectif avec les structures, associations et citoyens concernés.
- Proposition d'action à court et moyens terme : que faire ? comment faire ? et avec quels moyens ?
- L'interpellation des élus et responsables.
- Information des Marseillais et si nécessaire : mobilisation campagnes d'action, manifestations, pétitions en appui et en lien avec les mouvements associatifs concernés

## **Quels moyens ?**

- Une organisation légère et évolutive qui joue un rôle de facilitateur diffuse et fait circuler l'information, propose un cadre de référence, anime le réseau.
- Une équipe d'animation qui propose « les règles du jeu »
- Un secrétariat permanent, un site web et un lieu de réunion.

## **Quel planning prévisonnel ?**

- Un projet pour six ans
- Les premières dates de réunion et le nom des pilotes pour les premiers dossiers à traiter.
- Une convention générale au moins trimestrielle.
- Un site web et une boîte à idée ouverte à partir du 1<sup>er</sup> juin
- Une campagne d'information et « d'adhésion élargie » en septembre.

Marseille le 27 avril A FOUREST

### Halte à l'obsession sécuritaire.

Il y a trois mois, dans ce même journal, j'exprimais mon désaccord avec l'exploitation abusive des statistiques concernant « les crimes et délits » plus communément, à tort, rassemblées sous le chapitre de la délinquance. J'attirais l'attention du lecteur sur les dangers d'une utilisation démagogique des chiffres à l'occasion de la campagne électorale prochaine. A Marseille comme ailleurs les dérapages n'ont pas manqué et l'on a entendu trop de candidats de tout bord tenir des propos irresponsables et faire des promesses pour s'attirer les bonnes grâces de l'électorat d'extrême-droite en panne de tribun. On aurait pu penser que, passées les échéances (fatales pour certains), les élus en reviendraient à une attitude plus responsable. Or c'est l'inverse qui se produit comme si, en vue des nouvelles échéances de l'année prochaine, les mauvais démons revenaient au galop. Les débats de l'Assemblée Nationale de la semaine dernière, concernant un nouveau projet de loi sécuritaire, sont, de ce point de vue, particulièrement désespérants : *Les députés socialistes durcissent avec la droite le projet de loi sur la sécurité* titre du journal « le Monde » du 28 avril.

On nous dit que « l'insécurité » n'a jamais été aussi répandue et que les Français la mettent au premier rang de leurs préoccupations. On met en avant, pour asseoir cette analyse, une série d'arguments en apparence plus évidents les uns que les autres : outre les statistiques déjà mentionnées, ce sont les sondages à répétitions mais aussi les plaintes des électeurs ou encore la multiplication des faits divers souvent inquiétants. À droite comme à gauche, on met en cause la disparition de la morale des temps anciens, la perte d'autorité des parents, le laxisme de la justice, l'inefficacité de la police et parfois même l'impuissance des élus.

On notera qu'à travers ces divers arguments et les remèdes qui sont proposés pour y faire face, c'est une catégorie particulière de la délinquance qui est particulièrement visée. Ce n'est en effet ni la délinquance en col blanc qui semble bien s'accommoder d'une opinion publique pressée d'oublier ; ce n'est pas non plus la grande criminalité dont les figures de proue disposent des moyens financiers et des avocats pour faire reculer la justice comme le montre les dernières aventure du « Chinois » ; ce ne sont pas enfin celle du chauffard qui se flatte d'être au-dessus des lois, du patron qui ne respecte pas le code du travail et met ses salariés dans l'insécurité, du citoyen qui fraude le fisc ou de certains agriculteurs qui font valoir leurs revendications en cassant le bien public. La liste est longue de ces délits pour lesquels nous ne semblons pas nous émouvoir, quant nous ne les approuvons pas, mais qui, chaque jour, constituent une remise en cause de la sécurité publique.

Il faut bien convenir cependant que l'insécurité la plus courante, celle qui semble préoccuper la plus nos concitoyens, provient presque exclusivement du comportement d'une catégorie bien ciblée de la population : les jeunes des banlieues. Il se trouve aussi qu'en raison d'une politique d'urbanisme et de peuplement fortement ségrégative et discriminatoire, une part importante de « ces jeunes des banlieues » est issue de familles d'origine étrangère. De là à trouver dans cette population la cause première de l'insécurité, il n'y a qu'un pas trop souvent franchi par les élus et responsables de tout bord et largement repris par les médias.

J'entends déjà les réactions à cette première analyse et les épithètes qui vont m'être attribué de doux rêveur, d'utopiste, voir d'irresponsable, et qui vont, une fois de plus, servir d'arguments pour éviter le débat. Mais, tant qu'avec quelques autres qui gardent encore le contact avec ces jeunes des quartiers, nous pourrons faire entendre une autre voix, nous n'hésiterons pas à dire notre profond désaccord avec les discours politiques qu'on nous assène.

Il ne s'agit pas de nier les drames que représentent souvent pour tous ceux qui en sont victimes, les actes de violence et d'atteinte aux biens et aux personnes. On notera que ces victimes vivent aussi le plus souvent dans ces mêmes quartiers dits criminogènes et que, pour elles, l'insécurité, qui s'ajoute à la pauvreté, le chômage ou l'exclusion, est tout particulièrement insupportable. Plus que jamais il est donc nécessaire de trouver les moyens susceptibles de réduire sinon faire disparaître cette forme d'insécurité qui perturbe la vie quotidienne de certains et compromet des relations sociales apaisées.

Depuis bien des années, les pouvoirs publics mais aussi des associations, des professionnels, des chercheurs et de simples citoyens s'efforcent à la fois de comprendre ces évolutions et d'y porter remède. La politique de la ville, dont c'était l'un des premiers objets, a plus de vingt ans ; police et justice de proximité, multiples programmes de prévention, actions éducatives et soutien scolaire, conseils communaux de prévention de la délinquance, contrats locaux de sécurité, etc... C'est une liste sans fin de « mesures » qui, d'année en année, de gouvernement en gouvernement, sont régulièrement présentées comme susceptibles de remédier à l'insécurité grandissante. Reconnaissons que les résultats ne sont pas au rendez-vous et que la tentation est grande de renoncer à cette « panoplie » jugée coûteuse et peu efficace, pour revenir à une politique à dominante répressive. C'est ce qui transparait aujourd'hui dans les débats politiques à un an d'échéances importantes.

C'est une erreur grave qui ne peut que conduire à une nouvelle impasse. Cette stratégie, si elle doit être mise en œuvre, ne peut en effet que marginaliser davantage toute une catégorie de nos concitoyens et en particulier les plus jeunes. C'est aussi une façon de conforter une évolution urbaine conduisant à la constitution de ghettos communautaires qui semblait encore épargner notre pays. Car, ne nous y trompons pas, les discours sécuritaires qui stigmatisent une partie des jeunes adolescents, mais aussi des enfants, a pour effet direct de culpabiliser toute une communauté qui n'a pour seule défense que de renforcer sa solidarité collective.

Nous n'avons pas la prétention ici de proposer les détails d'une autre politique pour éviter les pièges signalés plus haut. Nous pouvons simplement et modestement esquisser quelques pistes :

Contrairement à certains discours défaitistes, nous affirmons que toutes les mesures rappelées ci-dessus en faveur d'une politique sociale et urbaine sont utiles et nécessaires et qu'elles ont souvent permis de réduire sinon éviter bien des dérives. Malheureusement ces politiques publiques intelligentes demeurent marginales. Elles ne sont réellement portées que par une petite partie des acteurs politiques et sociaux. Pour beaucoup d'élus, de maires, mais aussi de gouvernements successifs, ces politiques ne sont qu'une caution souvent hypocrite. Les moyens financiers restent dérisoires par rapport à l'enjeu. On fait semblant en signant des conventions multiples et en annonçant de nouvelles mesures sans attendre de vérifier l'efficacité des précédentes. On peut par exemple citer la ville de Nice qui, depuis plus de 20

ans, bénéficie de l'aide de l'Etat et de la Région pour requalifier le quartier de l'Ariane et qui a trouvé comme remède-miracle à l'exclusion la construction d'une caserne de CRS.

Sur le terrain, les acteurs nombreux, souvent militants éclairés, s'épuisent à convaincre et à mobiliser les moyens indispensables. Ils se heurtent aux multiples obstacles d'une bureaucratie inconséquente mais aussi aux volontés de s'opposer à une politique jugée erronée. Il faut donc, sans délai, remettre à l'ordre du jour les valeurs et les choix à l'origine de la politique de la ville. C'est un nouveau programme national ambitieux et discriminatoire qu'il faut engager quand il est encore temps. Il semble que le Ministre de la ville, Claude Bartolone, partage avec quelques autres, au moins en partie, cette analyse. Il faut qu'il parle et qu'il mobilise l'ensemble du gouvernement et des élus.

Toutefois, une telle mobilisation n'aura de sens que si elle est soutenue par un mouvement d'opinion clairvoyant et responsable, et si chacun d'entre nous prend la mesure de l'enjeu. Car, à notre place, nous avons une part de responsabilité dans nos propos, dans notre comportement et dans nos relations avec ces jeunes de banlieue et d'ailleurs. Quel exemple leur offre-t-on ? quel avenir ? quels choix d'engagement ? Quelles valeurs ? Si le respect des lois communes n'est pas au centre de nos comportements, comment exiger de la part des nouvelles générations le respect du droit ? Si l'argent et la puissance qu'il procure sont le but avéré de nos actes, si la mondialisation n'est que le combat victorieux du fort contre le faible, comment imaginer qu'un discours sur les droits et les devoirs soit compris et mis en pratique ?

C'est dans cette double démarche que l'espoir pourra renaître dans les cités et que les jeunes mais aussi leurs aînés qui y vivent pourront, dans leur très grande majorité, être des citoyens à part entière, respectueux des règles de vie commune. Dans l'attente, messieurs les élus et responsables, mesurez vos paroles ! renoncez à ne proposer que la seule alternative simpliste : prévention ou répression ; écoutez ces jeunes et ceux qui les entourent ; faites-leur partager vos projets et vos ambitions ; respectez-les ; faites-leur confiance, après tout ce sont vos électeurs de demain et la démocratie en aura besoin. La tranquillité et la sécurité de tous est à ce prix.

Marseille, le 29 avril 2001  
Alain FOUREST

# TENIR LA PROMESSE DÉMOCRATIQUE

## Le manifeste de Convictions

Notre pays est-il condamné à s'abandonner au rapport de forces entre clans et groupes de pression ? Notre vie publique se résume-t-elle aux tactiques de partis, quand le clivage traditionnel droite-gauche est de moins en moins lisible aux yeux de l'opinion ? La montée de l'exclusion et des inégalités est-elle devenue le prix inévitable et toléré d'une économie de marché ?

Admettre cela, ce serait nier le rôle du politique ; ou, ce qui revient au même, admettre la loi du plus fort – ou du plus riche – comme une moderne fatalité.

Les clubs à l'origine de la création de Convictions (Convaincre, Échange et Projets et Initiatives) se sont toujours élevés contre cette forme de renoncement. Ancrés à gauche dès l'origine, dans le sillage de démarches diverses mais convergentes, ils éprouvent aujourd'hui le besoin d'effacer ce qui les a distingués, pour constater que l'essentiel les réunit. À commencer par une ambition vraie pour le débat d'idées, l'implication dans la vie publique et une ambition européenne, ce que résume notre volonté farouche de "tenir la promesse démocratique". De ce constat et du désir de tous ceux qui partagent cette ambition, est né Convictions.

## Objectifs

O Convictions aspire à rénover le contrat social, aujourd'hui miné par la montée des exclusions et le regain des individualismes. Il s'agit bien d'inventer de nouvelles règles du jeu pour mettre l'économie de marché au service de la démocratie et non l'inverse ; de rassembler les éléments moteurs de la vie sociale et associative de toutes générations et les expériences de terrain.

O Convictions s'engage résolument à déplacer et renouveler la culture du débat public. Il faut sortir des joutes entre spécialistes pour admettre que la complexité de la société implique la diversité des approches. Une réflexion authentique implique que les dimensions historique, géographique, démographique, scientifique, sociologique comme culturelle des problèmes soient abordées. C'est une éthique de la discussion, ouverte et pluridisciplinaire,



que nous entendons pratiquer, une pensée capable d'anticipation, soulevant toutes les questions sans souci excessif de l'agenda politique, avec comme seule priorité l'intérêt général et la vision à long terme des enjeux.

O Convictions veut susciter une énergie nouvelle au service des idées politiques. On peut mobiliser les citoyens à la seule condition – mais elle est impérieuse – de leur donner envie. Additions budgétaires et fatalisme marchand ne font pas une politique. Il nous faut donc réinventer les conditions d'un élan collectif, d'une écoute de la société et d'une véritable réforme de l'État.

O Convictions a pour ambition de penser et de proposer radicalement. Trop souvent, le discours de l'adaptation devient celui de la résignation. Il est pourtant possible de retrouver prise sur nos destins, à condition de faire des choix et de les assumer. La volonté politique sans prise en compte de la complexité, c'est la démagogie ; mais le constat d'impuissance au nom de cette même complexité, c'est le renoncement. Convictions ne se résigne ni à l'une, ni à l'autre.

### **Moyens d'action**

Pour mettre sa pratique en cohérence avec ses principes, Convictions propose cinq règles de fonctionnement collectif :

#### **O L'ouverture sur la société et sur l'Europe**

Nous souhaitons rassembler dans notre club la palette la plus large d'adhérents en terme d'âge, d'activités, d'environnement. L'adhésion, fixée à un prix raisonnable, la souplesse de création de groupes de travail, de même que la participation à des clubs régionaux et l'association de clubs étrangers répondent à cette volonté d'ouvrir le débat.

#### **O Un fonctionnement démocratique et en réseau**

Convictions ne "roule" ni pour un parti, ni pour une écurie présidentielle. Nos statuts ont prévu une démocratie active, avec une présidence tournante et un conseil d'administration renouvelé par tiers tous les ans.

Pour favoriser l'échange avec les clubs et les correspondants régionaux ou d'autres pays d'Europe, la revue et le site Internet vont permettre une plus grande circulation des idées.

#### **O Une réflexion en phase avec le monde réel et tournée vers l'action**

Aucun sujet n'est tabou au sein de Convictions et tant pis si nos propositions dérangent les approches traditionnelles. Nous nous fixons donc pour ambition d'alimenter et d'influer le plus largement le débat public, au niveau national et européen.

○ L'indépendance intellectuelle et financière

Les cotisations des membres sont la première source de financement de Convictions. Mais l'exemple de tous les grands clubs et fondations en Europe montre que cette ressource est insuffisante. Notre club tirera donc aussi ses recettes de la vente de ses publications et du produit de son activité de "laboratoire d'idées" pour le compte d'organisations et d'entreprises. C'est à ce prix que Convictions restera indépendant des partis ou des gouvernements.

○ Un esprit d'équipe

Convictions doit justifier le temps et les efforts de ses membres en offrant au plus grand nombre d'adhérents un lieu de rencontres et de débats, une respiration, un nouvel espace de solidarité. C'est bien une certaine idée de la vie collective qui s'y développera. Pour que Convictions puisse cimenter les bonnes volontés et l'envie d'agir, l'amitié et le sens de la fête ne seront donc pas absents de nos préoccupations.

*Rendre possible ce qui est souhaitable plutôt que chercher à rendre souhaitable ce qui est possible ; ouvrir des perspectives nouvelles pour l'épanouissement de chacun ; rallier l'énergie collective au service de la justice sociale ; redonner l'espoir et retrouver du sens. Bref être capable tout à la fois de résister, réguler, reconstruire et rêver : c'est ainsi que Convictions s'efforcera de tenir la promesse démocratique* ■



Texte du LNH du 2 et 3 Juin 2001

## PROJET DE RESOLUTION GENERALE

En l'espace de quelques années, la constitution de la République a été modifiée plusieurs fois : durée du mandat du président, assemblée territoriale, mise en adéquation au traité de Maastricht. D'autres réformes sont restées en suspens; d'autres encore sont pensées comme nécessaires mais restent à l'état de réflexion ou sont mises de côté. Notre République aurait-elle besoin d'un grand chambardement ?

Sans aucun doute, la réforme des institutions est une nécessité : les défauts de la Constitution de 1958, dénoncés dès son adoption, ne cessent d'être plus visibles : poids de l'exécutif au préjudice d'un parlement qui continue à être perçu comme une chambre d'enregistrement, faiblesse du débat et du contrôle démocratique, par exemple.

Ce besoin est accru par l'inflation d'organes de régulation, consultatifs ou décisionnels, à qui sont transférés une partie du pouvoir sans aucun contrôle démocratique et selon des modes de nominations contestables : conseil constitutionnel, conseil supérieur de l'audiovisuel, commission informatique & libertés, commission des opérations de bourse, conseil de la concurrence, comité d'éthique, etc.

Au niveau local, les lois de décentralisation ont donné infiniment plus de pouvoirs et de moyens aux collectivités locales, sans que, pour autant, les processus de contrôle démocratique aient été développés.

Parallèlement, la crise sociale et économique a entraîné la mise à l'écart de millions de personnes pour lesquelles la citoyenneté s'est abîmée dans la nécessité quotidienne de survivre : celles-ci sont, alors, exclues de toute participation à la vie de la Cité et sont, au mieux, entendues lorsque leur mise à l'écart les conduit à refuser avec violence l'enfermement dans lequel elles sont tenues. Pour d'autres, comme les étrangers non communautaires, c'est la loi elle-même qui organise leur exclusion.

L'inquiétude de tous est accrue par la sensation que les centres de pouvoirs s'éloignent au gré des transferts de souveraineté, de fait ou de droit, qui accompagnent l'intégration européenne ou la mondialisation économique. L'empilement des nouveaux lieux de décision accentue l'illisibilité du système.

Le Politique n'est plus cœur de la société alors que c'est là le primat de toute démocratie. L'espoir d'un changement revendiqué comme urgent est battu en brèche par un consensus dont le contenu est défini par une raison économique qui vient compléter la raison d'Etat. A quoi bon voter si les choix sont définis d'avance par des sondages et si les médias contribuent à la banalisation politique par leur charge de papier et d'image convenus ? De moins en moins de contre pouvoirs, de plus en plus de consensus producteur de pouvoir supplémentaire.

Les citoyens ressentent que, moins qu'avant, la démocratie ne se résout à l'exercice du droit de vote de manière régulière et répétée : la représentation ne suffit pas, si tant est qu'elle ait jamais suffi, à mettre le Politique au cœur de la société. Accroissement du niveau d'éducation et d'information, montée de l'individuation, affaiblissement considérable de toutes les institutions privées qui offraient un cadre et des règles (famille patriarcale, religion, partis et syndicats de masse, etc) se conjuguent pour rendre la délégation de moins en moins supportable à des individus de moins en moins dociles et de moins en moins enclins à se lier à des démarches collectives qui aliéneraient leurs libertés. Les acteurs de la représentation sont affaiblis dans leur légitimité comme dans leurs pouvoirs réels.

La conjugaison de l'exclusion de millions de personnes et du sentiment de l'inutilité d'un système qui n'est plus vécu comme porteur d'écoute et de changement conduit à une déshérence à l'égard des pratiques citoyennes dont la plus marquante est le taux d'abstention aux élections.

D'autres phénomènes viennent expliquer ce constat mais, tous conduisent à nous interroger sur le fonctionnement de la démocratie en France.

Il serait erroné, à cet égard, de borner cette interrogation aux seuls aspects constitutionnels. Au delà des querelles théoriques sur le fonctionnement des institutions, l'impuissance dans laquelle nous sommes de les réformer tout en ayant conscience de leurs insuffisances, traduit un questionnement bien plus profond.

.../...

Quelle démocratie avons nous besoin ?

Cette question mérite d'être posée à plusieurs niveaux tant il est vrai que la démocratie est, par définition, un système complexe où s'entremêlent des pouvoirs différents qui s'articulent entre eux de manière polymorphe.

Au point de départ de cette interrogation, cependant, se trouvent les prémices de toute démarche démocratique : la liberté, individuelle et collective, et l'égalité des droits mais aussi la primauté du politique. Nous en avons besoin pour que tous se sentent respectés et entendus. Nous en avons besoin pour donner à tous ceux qui vivent en France la volonté de participer à leur avenir.

C'est en s'appuyant sur ces principes qu'il est possible de cerner les termes du débat.

Manifestement, le simple fait de déléguer son pouvoir à un représentant ne suffit plus à exprimer la participation des citoyens au fonctionnement de la démocratie. La volonté de participer plus directement aux choix que font les représentants élus pose une double question.

D'une part, comment organiser cette participation ? Ceci conduit à formuler plusieurs interrogations ou se mêlent plusieurs niveaux d'interventions. Comment favoriser l'expression des citoyens face aux pouvoirs locaux et nationaux ? Comment introduire dans le processus démocratique l'expression du mouvement social dans son ensemble ? Comment, aussi, ne pas laisser cette expression citoyenne être confisquée par ceux qui ont accès aux moyens de communication ?

D'autre part, quelle est l'articulation entre la participation de chacun ou des différents corps intermédiaires et l'expression de la souveraineté ? Autrement dit, comment associer au processus délibératif tous ceux qui ont vocation à y participer sans, pour autant, s'en remettre à des intérêts particuliers et méconnaître un intérêt général dont le suffrage universel reste la seule expression possible ?

Comment dès lors reconstruire le lien de légitimité entre société civile et pouvoirs gouvernants ? Comment organiser une démocratie plus effective dans une société de réseaux et de groupes en recomposition ? Comment ouvrir des débouchés politiques aux initiatives civiques et sociales émergentes, c'est à dire développer des espaces pertinents de citoyenneté et poser les questions de l'égalité des droits qu'elle soit politique, sociale ou territoriale. Nous devons réfléchir aux diverses manières d'introduire l'expression du mouvement social dans le processus civique et le processus civique dans le mouvement social. Il ne s'agit pas seulement ici de "démocratie participative". Ce qui est à organiser c'est, avec bien plus d'ambition, une réappropriation du pouvoir par les citoyens.

Quelle démocratie voulons nous ? C'est au nom de l'intérêt général que la LDH propose de prospecter l'avenir. Celui-ci n'est pas bouché. Les principes existent et les solutions sont largement à inventer. A nous d'ouvrir, avec tous les acteurs, un lieu de débat. Pour que la démocratie au lieu de se recroqueviller, s'approfondisse. Pour la République reste porteuse de changement, d'intégration de tous ceux qui participent de cultures différentes. Pour que la République reste une école de bonhomie et de fraternité festive. Tous citoyens !